

VILLE DE SAINTE FOY LA GRANDE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

N ° 2022-035-DEL

Objet : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les réseaux et installations de télécommunication

Conseillers en exercice	23	Pour	16
Conseillers présents	14	Contre	0
Quorum	12	Abstention	0
Conseillers représentés	2	L'an 2022, le 01 juin 2022 à 20h, les conseillers municipaux de la Commune de Sainte Foy La Grande, légalement convoqués se sont réunis en mairie de Sainte Foy la Grande, sous la présidence de Madame GUIONIE Christelle, Maire.	
Suffrages exprimés	16		
Date convocation	27 mai 2022		
Date affichage	27 mai 2022		
Jean Marc Escarmant a été élu secrétaire de séance.			

Nom	Présent	Excusé, procuration à
GUIONIE Christelle	X	
NOUVEL Philippe	X	
SAHRAOUI Marc	X	
DRIOT Catherine	X	
MAS François	X	
DELAGE Angélique	X	
ARGELES Serge	X	
BELTRAMI Bruno		
BRAIT Bénédicte		
CHOUIT Benachir	X	
DELINEAU Nadia		Delage
DRUART Jérôme		
ESCARMANT Jean Marc	X	
EYMERIE Gaëlle	X	
GINOUX Gilles		
GOLFIER Philippe		
LAPALU Isabelle	X	
LAULHAU Hervé		
LOUART Michèle		Lapalu
MARLEE Serge	X	
MARTI Lucette	X	
SELLIER DE BRUGIERE Sophie		
TOULOUSE Brigitte	X	

OBJET : Délibération fixant le montant de la redevance d'occupation domaniale pour les réseaux et installations de télécommunication

EXPOSE DES MOTIFS :

L'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire.

Le Conseil Municipal, conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005, doit fixer le montant des redevances à percevoir auprès des opérateurs au titre de l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunications. Cette redevance trouvera à s'appliquer pour les réseaux et installations souterrains et aériens des opérateurs de télécommunication classique mais également pour les opérateurs du Très Haut Débit, quasiment entièrement déployé sur le territoire communal.

Tant pour le domaine public routier que pour le domaine public non routier, les montants des redevances fixés par le gestionnaire du domaine doivent tenir compte « de la durée de l'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire » tout en ne devant pas excéder ceux indiqués ci-dessous.

Montants plafonds 2022 infrastructures et réseau de communications électroniques

ARTERES *		Installations radioélectriques (pylône, antenne de téléphonie mobile, armoire technique)	AUTRES (cabine tél, sous répartiteur)
(en € / km)			(€ / m²)
Souterrain	Aérien		

Domaine public routier communal	42,64	56,85	Non plafonné	28,43
------------------------------------	-------	-------	--------------	-------

Domaine public non routier communal	1 421,36	1 421,36	Non plafonné	923,89
--	----------	----------	--------------	--------

Pour information : autres domaines possibles

Autoroutier	426,41	56,85	Non plafonné	28,43
Fluvial	1 421,36	1 421,36	Non plafonné	923,89
Ferroviaire	4 264,09	4 264,09	Non plafonné	923,89
Maritime	Non plafonné			

On entend par « artère » : dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre et dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public routier selon le barème ci-dessus.

CADRE JURIDIQUE :

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L. 45-1 à L. 47 et R. 20-51 à R. 20-54 ;

Vu le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;

Considérant que le montant de la redevance doit tenir compte de la durée d'occupation, de la valeur locative de l'emplacement occupé et des avantages matériels, économiques, juridiques et opérationnels qu'en tire le permissionnaire ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES AVOIR ECOUTE L'EXPOSE DU RAPPORTEUR ET EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE,

DECIDE

Article 1er : De fixer la redevance pour les réseaux et installations de télécommunication au titre de l'année 2022 à :

- 42,64 € par kilomètre et par artère en souterrain sur le domaine public routier,
- 56,85 € par kilomètre et par artère en aérien sur le domaine public routier,
- 28, 43 € par m2 pour les installations radioélectriques (pylônes, antenne de téléphonies) sur le domaine public routier comme non routier,
- 28, 43 € par m2 pour les autres installations (type cabines téléphonique, sous répartiteur) sur le domaine public routier,
- 1 421, 36 € par kilomètre et par artère sur le domaine public non routier,
- 923, 89 € par m2 pour les autres installations sur le domaine public non routier.

Article 2 : D'habiliter Madame le Maire à ordonner le recouvrement de cette redevance, conformément à ces tarifs et en application de l'article L. 2322-4 du code général de la propriété des personnes publiques

**Fait à Sainte Foy la Grande, le 01 juin 2022,
Christelle GUIONIE,
Maire,**

Le Maire,
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en Préfecture.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE 02 JUIN 2022

Christelle GUIONIE,
Maire,

